



Comité permanent des finances
Présentation d'ATTAC-Québec

Mercredi 3 septembre 2018

Sujet : la croissance économique, gage de la compétitivité du Canada

Témoïn : Claude Vaillancourt, président de l'Association pour la taxation des transactions financières et pour l'Action citoyenne (ATTAC-Québec)

Le terme « croissance économique » est devenu lourd de sens et de conséquences aujourd'hui. On ne peut plus se lancer aveuglément dans la croissance comme on le faisait il y a quelques années. Plus que jamais, on se rend compte à quel point les ressources naturelles sont épuisables et à quel point nous consommons beaucoup plus que ce que notre planète peut fournir. La dette écologique que nous laissons aux générations à venir est colossale. Les écosystèmes sont chamboulés par la surexploitation de la nature. La croissance économique telle que nous la connaissons encourage une surproduction de biens de consommation et provoque un gaspillage gigantesque. Les changements climatiques et la perte de la biodiversité, causés en grande partie par une économie fondée sur la croissance sans limites et le recours aux énergies fossiles, déclenchent déjà leur part de catastrophes et provoqueront d'ici quelques années, entre autres, d'importants mouvements de population, créant ainsi un afflux de réfugiés climatiques.

Nous ne pouvons donc plus avancer dans cette direction comme si de rien n'était. Il n'est plus envisageable de continuer à défendre une économie productiviste, selon laquelle la croissance économique aveugle et la création d'emplois, peu importe lesquels, justifient des décisions dangereuses, dommageables pour l'environnement et pour l'ensemble des populations. Il est

important d'inscrire de nouveaux mots à notre vocabulaire, des mots difficiles, qui ne plaisent pas à tous, mais qui sont nécessaires, comme « décroissance » ou « démondialisation ». Ainsi, la « compétitivité » du Canada — nous dirions plutôt le *leadership* du Canada — ne doit pas s'effectuer par une course à une croissance qui ne peut être que mortifère à long terme, mais par sa façon de se lancer dans une transition tant sur le plan économique qu'environnemental, et de devenir un modèle à suivre dans ce grand virage.

Contrairement à ce que disent ceux qui cherchent à caricaturer un tel point de vue, nous ne voulons pas du tout en revenir à l'époque de l'éclairage à la chandelle. Une véritable transition écologique, axée sur d'autres principes que ceux d'une croissance productiviste, peut être créatrice d'emplois, donner une meilleure qualité de vie et assurer un meilleur avenir. Le gouvernement du Canada doit être le moteur des changements importants qu'il est nécessaire de faire.

Pour y arriver, il lui faut :

- Appuyer, voire subventionner toutes les mesures permettant l'*économie d'énergie*, dans des secteurs comme les transports en commun, le bâtiment (par l'isolation des immeubles, la géothermie, etc.); prendre des mesures pour réduire les déchets, contrer l'étalement urbain et densifier la population des villes.
- Favoriser les *énergies renouvelables* plutôt que les énergies fossiles; cesser toutes subventions à l'industrie des hydrocarbures et toute construction d'oléoducs. Par contre, il faut soutenir l'hydro-électricité, les éoliennes, l'énergie solaire, et prendre des mesures pour électrifier les transports.
- Développer une économie basée sur les *circuits courts*. Pour cela, il faut entre autres favoriser l'économie locale dans les appels d'offre, inscrire cette priorité dans les accords de libre-échange.
- Encourager, par des subventions si nécessaire, une *agriculture biologique, de proximité, écologiquement responsable*, plutôt qu'une agro-industrie axée sur l'exportation, forte consommatrice d'eau, de pesticides et de pétrole, nocive pour l'environnement; maintenir la gestion de l'offre, la rendre plus accessible à la relève, voire l'étendre dans d'autres secteurs, puisqu'elle est entre autres très efficace pour contrôler la surproduction.

Il est important d'accomplir ces changements rapidement. Accuser celles et ceux qui défendent ce nécessaire et urgent projet de société d'être rêveurs et irréalistes est une bien mauvaise stratégie et peut s'avérer à long terme risqué.

Nous sommes conscients que beaucoup des politiques canadiennes vont dans le sens contraire de ce que nous souhaitons. Le gouvernement du Canada continue à subventionner grassement les compagnies pétrolières et gazières. Il a racheté l'oléoduc Trans Mountain, conçu pour transporter le pétrole très polluant des sables bitumineux. Il soutient une vision immobiliste du libre-échange qui met de l'avant les mêmes principes depuis les années 1980, comme si rien n'avait changé depuis. D'un accord à l'autre (AÉCG, PTPGP, ALÉNA), il crée d'importantes brèches dans la gestion de l'offre. Il négocie des ententes qui favorisent les circuits longs, les déplacements sans limites de marchandises qui brûlent de grandes quantités d'énergie. (Il ne faudrait plus, par exemple, qu'on achète une pierre de mauvaise qualité en provenance de Pennsylvanie pour restaurer la Citadelle de Québec, plutôt que de prendre celle de bien meilleure qualité, produite à proximité, à Sillery. Ce genre de situation se répète trop souvent par une ouverture inconséquente des marchés.)

Il faut demeurer attentif à ce que nous disent les scientifiques : la Terre est déjà plus chaude de 1⁰C. Si la croissance et la prédation des ressources se poursuivent au même rythme qu'aujourd'hui, la hausse atteindra 3,2⁰ C à la fin du siècle, ce qui engendrera de terribles conséquences.

L'économie canadienne doit donc nécessairement adopter de nouveaux paradigmes et se rattacher d'abord et avant tout à ce que le gouvernement du Canada a lui-même négocié dans le cadre de l'Accord de Paris sur le climat. Le Canada doit même être parmi les plus ambitieux des signataires et se lancer au plus vite dans une véritable transition écologique.

Le Canada doit répondre présent à l'invitation d'Antonio Guterres, secrétaire général de l'ONU, qui rappelait le 10 septembre dernier le grand défi :

« Si nous ne changeons pas de trajectoire d'ici 2020, nous risquons de rater le moment où nous pouvons encore éviter un changement climatique incontrôlable, avec des conséquences désastreuses pour les individus et tous les systèmes naturels qui nous nourrissent. »